

La porte n'est pas la route

Blog Figery - Ndimby A - 07/10/09

Pour paraphraser Neil Armstrong, l'avenir nous dira si les avancées de la réunion du Groupe international de contact à Antananarivo sont « *un petit pas pour Ping, mais un pas de géant pour Madagascar* ». Mais ne faisons pas la fine bouche : avoir réussi à accoucher cette transition consensuelle et inclusive est une prouesse de l'Union africaine et du Groupe international de contact (GIC), et il convient de saluer à leur juste valeur les efforts de MM. Ping, Chissano, Ouedraogo, Dramé et Kodjo.

N'en déplaise à ceux dont le nationalisme flirte sur les braises malicieuses d'une xénophobie latente (voire d'un anti-africanisme primaire si ce n'est primitif), il faut bien se rendre à l'évidence. Sans la communauté internationale, la Haute autorité de transition (HAT) aurait rempli les prisons et les morgues à coups de crosse et de répression ; Madagascar aurait continué à être le vilain petit canard, au même titre que la Guinée ; Marc Ravalomanana n'aurait été qu'un exilé politique de plus dans l'Histoire de Madagascar ; et Andry Rajoelina aurait été considéré sur le plan international comme le sinistre capitaine Moussa Dadis Camara. Sur ce dernier point, je ne vois pas trop où *habite le problème (aiza no mipetraka ny olana)*.

Comme tout produit de négociations, les Accords d'Antananarivo ont leurs gagnants et leurs perdants. Nous avons déjà élaboré sur ce sujet depuis que cette clé de répartition entre mouvances avait été décidée lors de Maputo 1. Et si dans la vie civile, un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès, sans aucun doute dans la vie politique un mauvais accord vaut mieux qu'une guerre civile. Là où l'éthique politique ou le sens moral se refusent à ce qu'un coup d'Etat soit validé, le réalisme ou la lassitude se disent que de toutes façons, c'est le destin du peuple de se faire mener en bourrique par les branquignoles et les tocards qui composent en majorité la classe politique malgache.

Courses d'obstacles

A bien des égards, Andry Rajoelina (et non la mouvance Rajoelina) reste le grand vainqueur : son *ego* peut enfin s'émoustiller de se faire appeler officiellement Monsieur le Président. Le siège mal acquis lui profitera donc jusqu'à l'année prochaine. Du moins si ses trois compères de Maputo acceptent de valider cette nomination, ce qui n'est pas gagné d'avance : la mouvance Ravalomanana a placé un dernier obstacle sur son chemin, en assortissant son acceptation d'une condition. Andry Rajoelina doit donc s'engager à ne pas se présenter aux prochaines présidentielles. Cette demande est légitime, d'autant plus qu'elle est conforme aux engagements pris en public par l'intéressé lui-même. Mais certains feront vite valoir que cela n'est pas prévu dans les Accords de Maputo. Ne nous réjouissons donc pas trop vite, tant que les décisions prises au Carlton mardi dernier ne seront pas paraphées par les quatre leaders de mouvance.

Cependant, le GIC est tellement soulagé de l'issue plus ou moins heureuse de ces négociations d'Antananarivo, qu'on le voit mal soutenir encore d'autres problèmes spontanés. Mais ce sujet montre aussi que l'acceptation des Accords de Maputo est une porte qui s'ouvre, mais elle n'est certainement pas la route : celle-ci est encore longue avant d'aboutir à la paix, et elle est encore pleine d'embûches.

Après la condition posée par la mouvance Ravalomanana envers Andry Rajoelina, le second obstacle est la frustration des extrêmes, que Patrick A. anticipait dans son éditorial d'hier : entre autres, ceux qui s'offusquent légitimement que cet accord légalise un putsch, et ceux qui se choquent que Monja Roindefo ait été sacrifié sur l'autel de la réconciliation. D'ailleurs, ce dernier et ses quelques partisans risquent de devenir les opposants les plus virulents au régime de transition, car leur mauvaise humeur doit être proportionnelle à l'énergie dépensée pour maintenir le patron du MONIMA à Mahazoarivo. Sans oublier ceux qui s'étonnent que d'anciens chefs d'Etat soient sortis de leur retraite pour se remettre dans les wagons du TGV. Que certains aient été privilégiés par rapport à d'autres au vu de la situation sur le terrain, de réseaux multi-décennaux ou de tout autre paramètre plus ou moins acceptable, cela fait pourtant partie des effets pervers de toute négociation.

Là où ces frustrations sont dangereuses, c'est que nous avons vu durant cette crise certains phénomènes inquiétants qui montrent que finalement, l'homme n'est pas très loin de l'animal quand il s'assied sur ses scrupules et décide que la fin justifie les moyens : organisation de pillages, d'incendies, utilisation de gros bras pour perpétrer des exactions, encouragement de militaires ivres à tirer sur des manifestants, arrestations, financement de mutinerie, intimidations et emprisonnements, simulacre de complot aux bombes

artisanales pour discréditer certains leaders légalistes, etc. L'éventail des possibilités pour que les frustrés fassent ressurgir leur créativité malfaisante est donc infini.

Le nouveau pouvoir de transition doit donc très rapidement se mettre en place et prendre ses marques, afin de servir littéralement de garde-fous (et nous pesons nos mots) et éviter une période flottement de l'autorité de l'Etat. On attend donc beaucoup des Professeurs Mangalaza et Zafy, car si Andry Rajoelina avait les moyens et la volonté de contrôler certaines têtes à claques, cela ferait longtemps qu'on le saurait. Très rapidement, les principaux responsables de toutes ces arrestations abusives, ces tirs à balles réelles en dehors de toutes zones rouges, et des emprisonnements fallacieux doivent être limogés, étant des obstacles de taille à une réconciliation sincère. Que le Bianco vérifie également qu'il n'y ait pas eu d'enrichissement sans cause depuis le 17 mars 21009, et si oui, que des dispositions soient prises. Et enfin, que le député Naivo sorte des geôles hâtives.

Le troisième point qu'il importe de mentionner est celui-ci : l'accord sur ces quatre noms (Rajoelina, Mangalaza, Rakotovahiny et Zafy) est une bonne chose, mais il ne faut pas se fourrer le doigt dans l'œil : on dit que le diable se cache dans les détails. Les négociations sur les ministères dits « de souveraineté » (justice, intérieur, forces armées, finances et affaires étrangères) sont encore une autre paire de manche. Car les clés de répartition qui auraient été décidées pour les portefeuilles ministériels sont numériques (5 par mouvance, et 8 pour la société civile), mais pas qualitatifs : le « combien » a été discuté, mais pas le « quoi ». De quoi ouvrir un boulevard à d'autres marchandages. On note cependant avec amusement qu'Andry Rajoelina a baissé pavillon sans que la Communauté internationale ne cède à ses tentatives d'chantage pour obtempérer sur le Premier ministre de consensus.

A la recherche du temps perdu

Ceci étant dit, que de temps perdu et de tergiversations pour aboutir à ce consensus. Il ne s'agit pas ici de ce que l'on veut ou de ce que l'on ne veut pas, mais d'être réaliste, et d'évaluer la situation sur le terrain à la lumière des rapports de force réels, et non sur la base d'une sur-évaluation de ses propres atouts. Dès le 17 août, je soulignais que *« concernant la place de Président de la Transition, même si officiellement rien n'a encore été formellement décidé lors de Maputo 1, on voit mal la réalité du terrain s'accommoder d'un autre nom que celui de Andry Rajoelina »*. Et surtout le 31 août dans une lettre ouverte, nous démontrions que l'acharnement de Monja Roindefo à s'accrocher à Mahazoarivo était le problème de ce pays, et nous l'invitions à faire preuve de sens de l'Etat et à quitter la Primature. Trop soucieux de tout garder, ce monsieur a fini par tout perdre. Il s'est mis à dos bon nombre de personnes tant sur le plan national qu'international, et a fini par perdre toute crédibilité en agissant comme un petit gamin capricieux qui ne veut pas lâcher sa sucette. Tant pis pour lui : cela lui apprendra à écouter des groupuscules sans aucune envergure politique comme le MONIMA, l'AKFM, et pire, OTRIKAFO.

Il est donc essentiel de se rappeler qu'il y a encore du chemin à faire avant de crier victoire : avoir franchi la porte de sortie du Carlton n'est que le premier voyage. Il faudra encore passer par plusieurs épreuves. Et au bout de la Transition, on verra si les perspectives de solution d'une meilleure vie pour les 18 millions de Malgaches en termes d'agriculture, de nutrition, d'emploi, de santé, de libertés, d'opportunités ou de démocratie se vérifieront. En espérant qu'un jour, on ne subisse des politiciens sans scrupules, appuyés par un ramassis d'aigris, soutenus par des mutins et des gros bras, financés par des sponsors intéressés, et qui ne relancent le pays dans une crise vers la Vème République : mais il est vrai que nous autres Malgaches, nous sommes un peuple de sages...

Source : <http://fijery.wordpress.com/>